

Brochure n° 3106

**Convention collective nationale**

**IDCC : 18. – INDUSTRIE TEXTILE**

---

AVENANT N° 45 DU 22 SEPTEMBRE 2010  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2010

NOR : ASET1051362M

IDCC : 18

**Article 1<sup>er</sup>**

*Dispositions communes*

Le présent accord a pour objet de revaloriser dans l'industrie textile les barèmes de rémunérations minimales garanties et en conséquence les indemnités conventionnelles de chômage partiel. Les barèmes sont présentés en termes de minima mensuels. Les montants mensuels des rémunérations minimales garanties résultant du présent accord sont calculés sur une base de 152,25 heures (pour un horaire de 35 heures par semaine).

Les rémunérations minimales garanties visées ci-dessus s'entendent conformément à l'article 73 A, c de la convention collective nationale. Toutefois, uniquement pour l'application du présent accord et par dérogation à la disposition fixée par l'article 73 A, c, 8°, les entreprises pourront intégrer dans les rémunérations minimales garanties des suppléments de valeur personnelle expressément notifiés comme tels.

Par ailleurs, dans le cadre du présent accord, il sera fait application des dispositions prévues par l'accord du 23 mars 1972 concernant les éléments de la rémunération liés aux rémunérations minimales garanties.

## **Article 2**

### *Révision des barèmes de rémunérations minimales garanties*

Les rémunérations minimales mensuelles garanties des ouvriers font l'objet des barèmes annexés ci-joints, applicables au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

## **Article 3**

### *Indemnisation conventionnelle du chômage partiel*

Les barèmes conventionnels de chômage partiel seront revalorisés sur la base des barèmes annexés au présent accord national.

## **Article 4**

### *Garantie collective au rendement*

La moyenne horaire des rémunérations par poste des ouvriers travaillant au rendement devra dépasser de 0,19 € l'heure les rémunérations minimales garanties ramenées à leur taux horaire (voir sur le régime de cette garantie collective l'article 73, b, 1<sup>o</sup> de la convention collective nationale de l'industrie textile).

## **Article 5**

### *Principe d'égalité salariale*

Conformément à l'article V de l'accord du 15 avril 2008 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'industrie textile, les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des raisons objectives.

Les entreprises doivent donc s'assurer, notamment à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu'il s'agit d'un même travail effectué dans une situation similaire ou d'un travail de valeur égale et à ancienneté et expériences égales.

Les écarts de rémunération qui ne reposeraient pas sur des éléments objectifs doivent être, en application de la loi du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, supprimés d'ici au 31 décembre 2010.

Fait à Paris, le 22 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

UIT.

**Syndicats de salariés :**

FS CFDT ;

FCMTE CFTC ;

FCC CGC ;

FCTH FO.

## ANNEXE

---

### **Barème des rémunérations minimales mensuelles garanties au 1<sup>er</sup> octobre 2010**

*(En euros.)*

COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
120	1 359
125	1 359
131	1 363
138	1 363
145	1 369
152	1 369
160	1 376
170	1 376
180	1 383
190	1 383
200	1 394
210	1 399
220	1 404